

1 -RETROSPECTIVE SUR LE CHAMP DE FOIRE D'INGRANDES,

Le Champ de foire, tout au moins dans sa forme primitive, est entré dans le domaine communal en 1793.

C'était primitivement un clos de vigne, comme la très grande partie des terres dépendant de la petite paroisse de Notre-Dame d'Ingrandes, la superficie de cette dernière étant approximativement celle de l'actuelle commune.

On trouve sa trace dans les archives du Prieuré de Villeneuve dépendant de l'abbaye de Saint Nicolas les Angers dès le 18ème siècle et probablement même avant, comme appartenant directement du fief dudit Prieuré. En 1757 on le retrouve entre les mains du sieur de la Roche Corbillon à charge de verser une rente foncière audit prieuré ; clos d'une contenance de 4 quartiers 1/2 sise au lieudit (prédéstiné) de Clos de la Ville.

Dès le début de la Révolution la deuxième municipalité élue, Allard officier de santé étant maire, décide de doter la commune d'un champ de foire, les deux places alors existantes, celle de l'Eglise dénommée à l'époque indifféremment place du Centre ou de l'Egalité et la place des Halles étant pour différentes raisons d'une superficie restreinte, la petite place située rue de la Pierre de Bretagne, où trônait la fameuse pierre du même nom, à l'extrémité de la commune étant hors de cause. Or le "Clos de la ville" remplissait parfaitement les conditions requises pour l'établissement d'un champ de foire. Le centralisme régnant en maître en matière de gestion municipale, Ingrandes obtint de l'assemblée législative le 16 août 1792 un décret (l'un des derniers de cette assemblée) "autorisant la commune à procéder à cette acquisition qu'elle désirait ardemment et qui était pour elle du plus puissant intérêt, car les propriétaires ne consentaient cette cession que comme forcés après une longue résistance (archives du département de Maine et Loire dixit).

Il fallut attendre l'année 1815 et la deuxième Restauration pour que la commune d'Ingrandes soit autorisée au moyen de recettes extraordinaires (impôts et emprunts) à régulariser l'achat du Champ de foire en payant les deux derniers tiers restant dus sur le prix, ce qui se fit au cours des années 1817 et 1818.

La commune s'empara immédiatement du Clos de la ville qu'elle affubla du nom de "Champ de Mars" ce qui constituait une obligation puisqu'Ingrandes était avant et après la Révolution gîte d'étape pour les troupes à pied. Par suite de la guerre de Vendée et de son succédané la Chouannerie, notre cité accueillit de nombreuses troupes républicaines dont certaines élirent domicile à Ingrandes constituant la garnison. Non seulement le Champ de Mars servit "aux exercices militaires" mais constitua l'étape (on serait tenté de dire "le reposoir") lors des défilés militaires et civils, d'ailleurs presque toujours mixtes, ordonnés par le Gouvernement et que la municipalité, sacrifiant "aux pompes et aux oeuvres" du nouveau régime organisait. C'est ainsi que notre Champ de foire vit s'élever à la place des ceps de vigne des Bénédictins du Prieuré de Villeneuve, l'autel de la Patrie et l'arbre de la Liberté où l'on pendait pour les grandes occasions des pancartes

glorifiant les victoires des armées de la Nation qui "patriotiquement écrasaient les différentes tyrannies régnant alors sur les pays étrangers plongés (paraît-il) dans les ténèbres de l'obscurantisme", la tyrannie sacerdotale (la cour de Rome) ayant une place de choix dans ces "prédateurs liberticides".

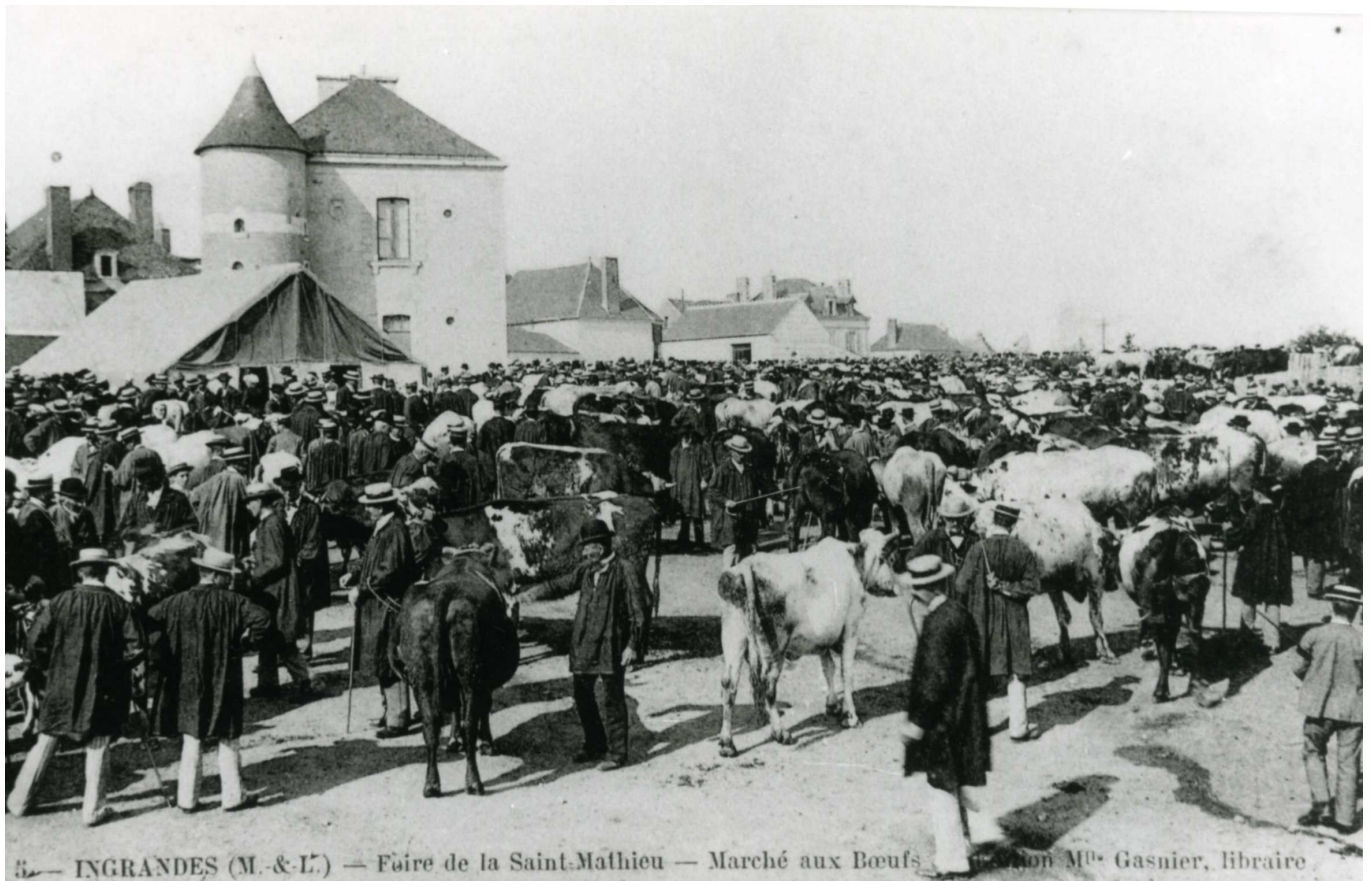
En 1779 un soubresaut de la Chouannerie remet à jour la vocation militaire du Champ de foire. Le citoyen Rodais "intercepte" la libre circulation de la force armée pratiquée autour du Champ de foire le long des retranchements, en faisant un mur de clôture sans autorisation le 3 germinal An VII (23 mars 1799), ordre lui est enjoint de le "démolir". Il s'agit de retranchements de campagne englobant la totalité du bourg d'Ingrandes (à l'exception du Fresne) et destinés à protéger l'agglomération des incursions des Chouans de la Galerne.

La paix revenant dans nos campagnes le Champ de foire prend une allure plus champêtre puisqu'en 1811 il est planté de trois rangs d'ormes à l'initiative du maire et de l'adjoint ce qui provoque des plaintes, cette décision n'ayant pas été soumise à l'approbation du Conseil municipal.

En 1825 la commune achète la maison Belloeuve de Charbon pour en faire le presbytère. Cet immeuble doté d'un très grand jardin joignant au nord et à l'ouest le Champ de foire se verra ultérieurement amputé d'une notable partie qui l'agrandira d'autant; une autre dudit jardin sera cédée au curé d'Ingrandes Monsieur l'abbé Rousseau permettant avec d'autres ventes de biens communaux de payer en partie l'acquisition Belloeuve. Cette dernière partie de jardin confisquée au moment de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat constitue maintenant la place St Eloi et la rue Michel.



Edition M^{lle} Gasnier Librairie



3. — INGRANDES (M. & L.) — Foire de la Saint-Mathieu — Marché aux Bœufs — Photo M^{re} Gasnier, libraire

Dès fin 1844 on s'occupe activement du tracé de la ligne du chemin de fer. Ce tracé ampute sérieusement le Champ de foire dans sa partie nord. Les archives ne contiennent aucun document quant à l'importance de cette emprise qui dut être sévère puisque la commune demanda à la Compagnie des chemins de fer la somme de 13000 francs pour prix de l'abandon de cette partie de terrain, mais ses prétentions furent réduites à 10000 francs figurant en recette extraordinaire au budget communal de 1851.

Dès le mois de novembre 1850 on enregistre de nombreuses plaintes émanant des Ingrandais ainsi que du maire auprès de l'entrepreneur chargé des travaux de la tranchée du chemin de fer, "ses chariots ravageant l'entrée d'Ingrandes au Lion d'Or, le Champ de foire sans respecter le chemin central et la levée du Mesurage".

Le Champ de foire tout en gardant sa vocation première devient de plus en plus un lieu de passage, la station de chemin de fer ayant été construite dans l'angle nord-est. C'est tellement un lieu de passage que le jardin du presbytère qui débordait sur le Champ de foire possède une porte dans le mur séparatif et que le clergé emprunte pour aller à la gare, ce qui provoque l'ire du maire. Echanges folkloriques sur la nécessité de voir une porte ouverte ou fermée, escarmouche prémonitoire sur un autre épisode, plus grave puisque judiciaire ayant trait toujours entre maire et curé sur la nécessité d'ouvrir ou de fermer une fenêtre. Les temps changeant, la nécessité pour Ingrandes d'avoir une mairie plus fonctionnelle fit abandonner celle existant depuis 1849 au haut de la place de l'Eglise en une nouvelle construite spécialement pour cet usage. Un accord intervint dans les années 1870 réduisant le jardin du presbytère et permettant l'implantation d'une nouvelle mairie (celle actuelle) et d'une école communale de garçons située au nord (maintenant la salle des Marronniers). C'est vraisemblablement à cette époque que le surplus du jardin du presbytère jusqu'à la tourelle (ex pigeonier) fut incorporé au Champ de foire.

Avant la guerre de 1914 Ingrandes se dota d'un service d'eau dont le château se dressa dans la partie haute du Champ de foire près de la bascule publique.

L'année 1914 sous l'impulsion du maire Monsieur Henri GRANDIN vit la construction (coût 53000 francs) toujours sur le Champ de foire d'une usine électrique qui ne tarda pas à perdre son autonomie, et qui fut louée à une société productrice d'électricité desservant alors la région. Après la guerre de 14 la commune récupéra ce local qui jusqu'à sa démolition servit de garage professionnel à Monsieur Douchement aux termes d'un bail emphytéotique dont il fallut négocier le rachat, la commune récupérant le local (pour le démolir) avant l'expiration dudit bail.

Après la guerre 39-45 Monsieur Boumier étant maire un nouveau service d'eau plus performant que le précédent fut installé avec notamment comme corollaire l'érection, toujours sur le Champ de foire, d'un nouveau château dominant de sa hauteur le précédent. Enfin sous le précédent mandat le Champ de foire fut doté d'une caserne de pompiers et d'une maison pour tous.

28 Mars 1991 , Jean MENAGER.